

REGROUPEMENT DES CONSEILS D'ÉCOLE FRANCOPHONES DE L'ALBERTA

Réunion du 17 mai 2022 à 19 h

Compte rendu

Présence :

Caroline	Bouchard	école Alexandre Taché
Émilie	Arnaud	école La Vérendrye
Nadine	Morton	école Maurice-Lavallée
Nicole	Mongrain	école Notre-Dame
Pierre	Floc'h-Anderson	école de la Rose sauvage
Vincent	Bouchard	école publique Gabrielle-Roy

Mireille Péloquin directrice de la FPFA
Natacha Beauvais agente de promotion de la FPFA

1. Mot de bienvenue et reconnaissance

La présidente souhaite la bienvenue aux membres et reconnaît que la FPFA réalise son mandat sur les territoires traditionnels et toujours occupés des peuples Anishinaabe, Denésoliné, Dene Tha, Káinawa (gain-uh-wah), Nakoda, Nehiyāw (Né-ee-ho), Piikani (Pee-kah-nee) et Tsuu T'ina, ainsi que de la Nation Métisse, aujourd'hui englobés par la province de l'Alberta.

Ces territoires sont couverts par les traités 4, 6, 7, 8 et 10 signés entre ces peuples et la Couronne britannique au nom du gouvernement canadien et nous engagent tous et toutes à nous comporter en tant que partenaires respectueux afin de maintenir l'intégrité de ces Territoires pour les générations à venir.

Les membres prennent quelques minutes pour se présenter.

2. Rapport du ministère de l'éducation

- Retour sur la rencontre avec la ministre

Le 3 mai dernier, la FPFA a rencontré la ministre Lagrange virtuellement afin de discuter de plusieurs sujets.

Octroi pour les conseils d'école – Il est encore trop tôt pour mesurer l'impact que cet octroi a eu sur l'engagement des parents dans leur communauté scolaire, et la FPFA était surprise d'apprendre que cette initiative serait renouvelée l'année prochaine. La FPFA espère que les conseils d'école sauront mieux comment utiliser cet octroi.

Bureau des services en français – La FPFA espérait que cette nouvelle unité reprendrait les fonctions de la DEF, mais il semblerait que cela ne soit pas le cas. Cette nouvelle branche sera en place pour septembre 2022.

Minister's Parent Advisory Council – Cette initiative continuera l'an prochain et un nouvel appel d'offre aura lieu pour recruter de nouveaux parents fin juin. La FPFA souhaite qu'il y ait plus de francophones pour représenter nos intérêts.

Comité multipartite sur le continuum en éducation – La FPFA cherche à créer un forum de discussion entre la communauté francophone et 3 ministères : Children's Services, Éducation et Postsecondaire, puisque les décisions que chaque ministère prend a un impact sur les autres ministères.

Par exemple, sur le sujet des espaces en petite enfance, le nombre de places utilisées par les services éducatifs à la petite enfance compte dans le taux d'occupation des écoles bien que ce ne soit pas les écoles qui utilisent ces espaces. Cela pose problème lorsque l'école a besoin de cet espace et que les services éducatifs à la petite enfance se retrouvent sans local. Cela a un impact majeur dans nos communauté francophone puisque les enfants des services éducatifs sont les futurs élèves des prématernelles et des écoles francophones.

Le deuxième exemple que l'on a présenté est la coupure du financement du Campus Saint-Jean. Cela impact les élèves du secondaire qui ne voient plus la possibilité d'étudier en français en Alberta, et donc se tourne vers des écoles secondaires anglophones pour mieux se préparer à suivre leurs études postsecondaires en anglais.

La FPFA souhaite également utiliser ce forum pour mettre en avant les besoins en infrastructure.

Malheureusement, par manque de temps, il n'a pas été possible d'aborder le sujet des infrastructures. Cependant, la FPFA est en train de rédiger une lettre pour exprimer sa déception à ce sujet.

La FPFA a reçu une lettre le 13 mai de la ministre de l'Éducation exprimant son intérêt pour ce comité, et qu'elle allait étudier cette proposition.

Période de questions :

Vincent demande pourquoi la FPFA n'a pas commencer la discussion avec le dossier de l'infrastructure qui est, selon lui, le plus important. Il est étonné que la FPFA ne mette pas plus de pression sur la ministre concernant ce dossier.

Mireille explique que la rencontre a duré seulement 30 minutes et que la FPFA a dû choisir avec la priorité du moment, à savoir le comité multipartite et que le dossier infrastructure pourrait y être inclus. La FPFA a fait le choix de présenter un sujet qui inclus plusieurs dossiers importants.

Vincent demande si la FPFA va se joindre au Conseil scolaire Centre-Nord concernant le possible recours en justice contre le ministère de l'Éducation.

Mireille répond que c'est une discussion qu'elle souhaite avoir avec le conseil d'administration de la FPFA très rapidement. Des discussions ont eu lieu entre la direction générale et la présidente, et il ressort qu'elles pensent que la FPFA devrait soutenir le CSCN puisque cela a un impact sur la communauté francophone, incluant les élèves de nos écoles.

Vincent explique aussi que son conseil d'école n'a pas encore utilisé l'octroi de 500 \$ ne sachant pas quoi faire avec.

Nadine explique à Vincent que la plupart des conseils d'école sont dans la même situation, et que, bien que la FPFA ait remercié la ministre pour l'opportunité, elle a également partagé la frustration que les conseils d'école ont exprimé face à cet octroi.

- Curriculum

Il a été annoncé aujourd'hui que les quatre conseils scolaires ont accepté de piloter le curriculum dès septembre. La Fédération des conseils scolaires francophones continue son combat pour avoir des ressources et du soutien pour intégrer le curriculum et devrait recevoir des fonds pour cela. En effet, les enseignants vont avoir besoin de ressources pour intégrer le nouveau curriculum.

La ministre a annoncé qu'elle investirait 6,5 millions de dollars pour implémenter le curriculum.

- Bureau des services en français – French Language Services Branch

Ce nouveau service ne sera pas l'équivalent de la DEF. D'un point de vue hiérarchique, ce service sera situé plus bas dans l'échelle en comparaison avec la DEF.

La ministre pense que ce service sera bien mieux et plus efficace que la DEF.

Beaucoup de personnes ont peur que ce service ne soit qu'un service de traduction pour le ministère, sans vraiment offrir des services spécifiques aux francophones.

Il va donc falloir attendre le mois de septembre pour en savoir plus.

3. Alberta School Council Engagement Grant (ASCE)

- Résultats du sondage – utilisation de l'octroi ASCE

50 % des conseils d'école ont utilisé l'octroi. Une grande majorité des conseils d'école ne sont pas satisfaits de cette initiative. Aucun conseil d'école n'a pu attester que cette initiative a eu un impact sur l'engagement des parents.

La ministre a également annoncé que l'octroi serait probablement renouvelé en septembre 2023.

- Projet capsules vidéo pour les parents

Le conseil d'école de Maurice-Lavallée a initié ce projet. À ce jour, un comité a été mis sur pied et 5 écoles ont rejoint le projet (2 500 \$). Une première réunion a eu lieu et des thèmes ont été sélectionnés. La FPFA va coordonner le projet. Mireille va rencontrer l'AJEFA pour avoir des experts pour nous aider à explorer ces thèmes.

Il est toujours possible pour les autres conseils d'école de rejoindre ce projet d'ici la fin juin, et même l'année prochaine.

Période de questions :

Vincent explique qu'il a bien vu la lettre circulée, mais que son conseil d'école n'a pas eu le temps de prendre de décision à ce sujet. Il va en discuter lors de la prochaine réunion du conseil d'école afin de pouvoir rejoindre le projet.

Nadine réitère que les conseils d'école ont encore le temps de rejoindre cette initiative. Il suffit simplement de contacter la FPFA qui émettra une facture avant la fin juin.

Ces vidéos vont avoir un impact à long terme et seront visibles sur les sites internet des écoles pour plusieurs années.

Pierre raconte que son conseil d'école cherchait à offrir quelque chose de plus pratique comme un atelier. Il trouve cela intéressant que les conseils d'école aient choisi des thèmes si formels tels que les lois scolaires. Pierre demande d'autres conseils avaient des demandes plus terre-à-terre.

Mireille répond que malheureusement, tous les conseils d'école n'ont pas répondu au sondage, et qu'il est donc difficile de savoir. Mais certains conseils d'école ont choisi une option plus pratique, tel que faire faire des aimants avec pour les parents, des trousse d'accueil pour les nouveaux parents, et d'autres écoles ne voulaient pas offrir d'ateliers et voulaient quelque chose de plus concret.

Lorsque la FPFA a mentionné à la ministre le projet de capsules vidéo, elle a trouvé cette initiative très intéressante.

Pierre demande si pour le projet de capsules de l'année prochaine, les thèmes pourraient peut-être être moins formels que les lois, et qu'il faudrait peut-être sonder les autres conseils pour avoir d'autres idées.

Mireille doit rencontrer la directrice de ASCA très prochainement et va demander comment cela se passent dans les écoles anglophones.

4. Comité d'intégration des nouveaux arrivants (CINA)

Le CINA a développé un sondage pour les parents, mais la distribution de ce sondage n'a pu avoir lieu. Le Conseil scolaire Centre-Nord n'a pas voulu que la FPFA envoie le sondage directement aux parents. Le CINA a rencontré M. Lessard et il a été décidé que le sondage serait intégré au sondage d'automne du CSCN et que les résultats seront partagés avec le CINA.

Une seule école du Nord-Ouest participe au CINA. La présidente du conseil d'école va rencontrer la direction du conseil scolaire afin de voir comment travailler ensemble pour distribuer le sondage.

Quant au Sud, Mireille attend la réponse de la direction pour pouvoir en discuter.

L'une des premières capsules vidéo qui sera produite porte sur les droits qu'ont les conseils d'école de discuter avec les parents. C'est un sujet vague et il est nécessaire d'éclaircir ce que les conseils d'école ont le droit de faire ou non pour communiquer directement avec les parents.

Pierre explique qu'il rencontre le même problème avec son conseil d'école qui souhaite envoyer un sondage aux parents de son école, mais aussi auprès des autres écoles primaires de la ville. Le conseil scolaire refuse de diffuser le sondage aux autres écoles. Ce genre de blocage du conseil scolaire est problématique et empêche les conseils d'école de faire leur travail.

La FPFA va avoir beaucoup de recherche à faire à ce sujet. Par exemple, sur le formulaire d'inscription du CSCN, il y a une option que les parents peuvent cocher qui autorise le conseil d'école à communiquer directement avec eux. Il est donc difficile de comprendre pourquoi le CSCN refuse que le conseil d'école communique directement avec les parents qui ont autorisé la communication directe avec le conseil d'école.

5. Mise à jour des dossiers en cours

- Rapport sur l'entente avec le ministère pour soutenir les conseils d'école

Mireille partage la présentation qu'elle a faite à la Fédération des conseils scolaires de l'Alberta et qui récapitule ce que la FPFA a fait cette année :

- Développement de ressources (3 ateliers en français et 3 en anglais)
- Services pour les conseils d'école : 8 ateliers offerts, et 42 participants; 2 rencontres du RCÉFA pour 32 participants; 4 rencontres du CINA avec 39 participants.
- Ateliers pour les parents : 17 ateliers et 322 participants
- Atelier sur le secondaire : 5 sessions et 46 participants
- À venir : nouvel atelier sur les relations entre les conseils d'école et les conseillers scolaires ; trousse d'accueil pour les conseillers scolaires

Nicole fait remarquer qu'elle avait vu que la FPFA avait suspendu les ateliers offerts aux conseils d'école en avril et se demande pourquoi cela est arrivé.

Mireille confirme que les ateliers ont bien été suspendu et que cette décision a dû être prise parce que le ministère de l'éducation n'avait toujours pas confirmé le renouvellement de l'octroi et que la FPFA avait déjà trop dépensé de ressources à cette fin que la FPFA n'avait pas. La FPFA a appris fin avril que l'octroi a été renouvelé pour les trois prochaines années, mais avec un montant plus faible, après plus d'une année d'attente. La FPFA a pris la décision de ne pas reprendre les 2 ateliers de prévus pour mai et juin.

Mireille encourage les conseils d'école à répondre au sondage annuel et de nous proposer des idées d'ateliers à offrir pour l'année prochaine.

- Colloque

Le Colloque aura lieu le 19 novembre sur le thème « S'unir pour bâtir ».

La FPFA aimerait offrir le colloque sur 4 sites, et que les 4 assemblées se rejoignent virtuellement pour l'AGA de la FPFA.

Cela permettrait aux écoles de chaque conseil scolaire de pouvoir parler ensemble et partager leurs défis et leurs réussites, ou bien regrouper les écoles selon le statut de l'école (primaire, secondaire, centre urbain ou rural, etc.).

6. Évaluation de cette rencontre

Voici le lien pour remplir le formulaire d'évaluation de la rencontre :

<https://fpfa.wufoo.com/forms/x1a7bj191eowitg/>

Pour consulter les évaluations des rencontres précédentes, rendez-vous sur notre site Internet : <https://fpfa.ab.ca/ecole/conseils-ecole/regroupement-conseils-ecole/>

7. Date la prochaine rencontre

La prochaine rencontre aura lieu en novembre 2022.

8. Fin de la rencontre

La rencontre a pris fin à 20 h 19.